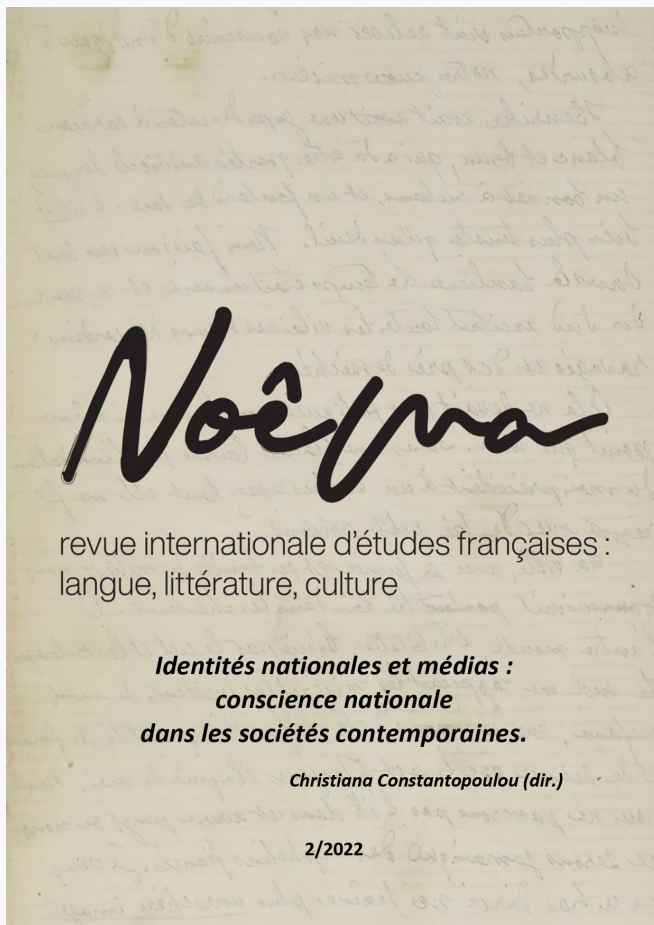


Noêma, revue internationale d'études françaises : langue, littérature, culture

Vol 1, No 2 (2022)

Identités nationales et médias : conscience nationale dans les sociétés contemporaines.



Où en est la question nationale aujourd'hui ?

Christiana Constantopoulou

doi: [10.12681/noma.32992](https://doi.org/10.12681/noma.32992)

Copyright © 2023, Auteur et la revue Noêma



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/).

To cite this article:

Constantopoulou, C. (2023). Où en est la question nationale aujourd'hui ?. *Noêma, Revue Internationale d'études françaises : Langue, littérature, Culture*, 1(2), 79–88. <https://doi.org/10.12681/noma.32992>

Où en est la question nationale aujourd'hui ?

Christiana CONSTANTOPOULOU

Université Panteion de Sciences Sociales et Politiques

Université nationale et capodistrienne d'Athènes

christiana.constantopoulou@panteion.gr

chrisconsta@soc.uoa.gr

Depuis la création de l'idée de l'État nation moderne dans le monde occidental au XVIII^e siècle, plein de concepts et de théories sont élaborées (basant l'identité nationale sur des causes telles que la descendance, la langue ou la culture communes). L'idée est aussi accompagnée de malentendus et de différences d'école, qui prennent soin de séparer par exemple le nationalisme du patriotisme ou d'expliquer pourquoi on ne devrait pas confondre l'idéologie nationale avec le racisme ou le chauvinisme ou pourquoi les guerres de libération des pays colonisés seraient « démocratiques » à l'encontre des « vieux nationalismes » (pour la plupart européens) qui seraient caractérisés comme conservatistes ou même « racistes ». Par ailleurs, pour un grand nombre d'analystes l'idée nationale irait de pair avec l'exclusion de l'autre et la xénophobie.

Toutefois, on se trouve devant le fait que notre monde aujourd'hui est caractérisé par « l'internationalisation du modèle national » évoquant en même temps le questionnement sur le sens de l'identité nationale (question davantage posée par l'occasion des luttes « ethniques » survenues après l'effondrement des régimes socialistes ou après les flux migratoires causés par la guerre de Syrie).

Nous ne comptons pas analyser ici les divers sens donnés à ce concept au fur des années par les représentations sociales ou par les diverses théories et idéologies. Nous allons juste évoquer certaines manifestations sociales qui interagissent avec la question de l'identification nationale aujourd'hui, une époque où le « transnational » entre de façon dynamique en scène (que ce soit sous la forme des unions politiques diverses – telles que par exemple l'Union européenne –, ou sous la forme d'exigences économiques multinationales qui favorisent le dépassement de l'autonomie nationale des États).

Dans ce cadre on peut tout d'abord affirmer que la question de l'identité nationale concerne, en dernière instance (aujourd'hui comme hier), *le sentiment d'appartenance*. Il est par conséquent utile de se demander quelles formes d'appartenance sont dominantes dans la société actuelle dite « globale » (ou globalisée).

Dans ce sens, on peut repérer trois points majeurs qui caractérisent le monde actuel et qui entrent en jeu dans la question d'appartenance.

1. Le léger affaiblissement de l'identité nationale au profit de l'avènement des affinités des groupes en ligne dans la vie quotidienne moderne

Quoique plusieurs antagonismes ethniques réapparaissent (comme il est déjà souligné), dans la vie de tous les jours les identifications (les points forts d'appartenance) des « acteurs modernes » montrent qu'ils sont plutôt inspirés par les

réseaux (souvent thématiques) et par des manifestations « en ligne » ; qu'il s'agisse du « printemps arabe » ou de la révolution « tech » indienne, l'idée motrice semble être de devenir (et de rester) « citoyen du monde » accédant aux privilèges de la vie « moderne » (à savoir occidentalisée) : les flux migratoires issus de la guerre de Syrie nous le montrent clairement (puisque la destination idéale des réfugiés, ce sont les pays européens ou d'Amérique du Nord et moins idéalement les pays voisins). C'est ainsi qu'être sacrifié pour la patrie ne semble plus être un mobile aussi fort qu'il l'était (comme c'était le cas dans les guerres mondiales du xx^e siècle¹) ; en revanche, « être connecté » (souvent en dehors ou au-dessus des strictes frontières nationales) devient un « doit être » et définit le citoyen moderne (souvent appelé « cosmopolite² »).

On peut donc affirmer que l'identité moderne devient davantage « numérique » et puise ses caractéristiques dans d'autres mondes imaginaires (qui peuvent être différents de la « nation³ ») fournis par la navigation internet. Dans la présente pluralité d'options, l'« être ensemble » est surtout défini par les connections d'écran où le grand objectif (recherché dans le cadre d'offres « disponibles ») demeure le bien-être dans la vie quotidienne.

2. La redéfinition de l'« Autre »

Il y a presque cinquante ans, Colette Guillaumin écrivait, dans son livre *L'Idéologie raciste : genèse et langage actuel*⁴, que l'appartenance familiale des Nobles de l'Ancien Régime fut remplacée par l'appartenance nationale du peuple (qui se différencièrent en même temps des « autres » nations/races étrangères) ; l'appartenance devenait ainsi une question biologique et génétique (à l'encontre de la différence dominante d'auparavant qui était pour plusieurs siècles surtout religieuse) ; cette idée domine encore aujourd'hui (malgré les atténuations théoriques) et se trouve aussi à l'origine des concepts scientifiques actuels (tels que par exemple l'ADN ou l'accent remis sur l'hérédité pour ce qui concerne des maladies diverses, etc.) qui, en attirant de nouveau l'attention sur l'importance de l'hérédité biologique, continuent à expliquer le « social » par la « nature ».

Aujourd'hui, bien que l'idéologie raciste soit officiellement dénoncée, elle continue à dominer de façon latente aussi bien la logique dominante que l'esprit scientifique (par exemple, progrès de la génétique, prépondérance de l'importance de l'ADN,

¹ Nous avons pu constater comment les Ukrainiens ont défendu leur territoire de l'invasion russe : c'est remarquable, toutefois, il faut relier ceci avec le fait que certains pays (comme la Russie et ses ex-partenaires ou la Turquie) demeurent encore spécialement attachés à l'idée nationale.

² Voir Vincenzo Cicchelli, *L'esprit cosmopolite. Voyages de formation des jeunes en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

³ Cela va de soi que l'idée de la nation est aussi imaginaire (nous rappelons de toute façon ici le fameux livre de Benedict Anderson sur les communautés imaginées) : qu'est-ce qu'une nation et qu'est-ce que le sentiment national qui fait que des individus s'identifient corps et âme à d'autres individus qu'ils ne connaissent pas et ne connaîtront jamais ? Dans son ouvrage classique, *Imagined Communities: Reflections on the Origins and Spread of Nationalism* (New York, Verso, 1983), Benedict Anderson montre que l'adhésion à l'idée de souveraineté nationale n'a rien de naturel. Il analyse les facteurs historiques dont la conjonction – comme celle de l'émergence du capitalisme marchand et de l'invention de l'imprimerie – a permis la naissance de ces « communautés imaginées » que sont les nations. Donnant une riche gamme d'exemples, du Brésil à la Thaïlande en passant par l'Europe centrale et l'Amérique latine, l'auteur étudie l'interaction complexe entre la logique populiste et démocratique du nationalisme et les stratégies des régimes impériaux et dynastiques à la fin du xix^e siècle.

⁴ Voir Guillaumin Colette, *L'idéologie raciste, genèse et langages actuels*, Paris, Mouton, 1972.

Noéma

etc.) ; dans ce sens, l'idéologie raciste demeure motrice bien qu'elle n'ait pas la même ampleur polémique qu'elle avait au début du xx^e siècle (puisqu'elle n'est plus considérée « politiquement correcte »). En même temps, la différence d'appartenance peut reprendre ses vieux vêtements religieux et revenir pour séparer les peuples en « croyants et pratiquants » et en « infidèles » (comme le montrent les divers « intégrismes » qui deviennent très violents face à l'« autre »).

Cependant, dans tous les cas, le point central d'opposition devient peu à peu (et malgré les vestiges divers des visions du monde antérieures), l'acceptation ou non d'un « mode de vie moderne » qui exige l'abandon de certaines habitudes et la possession de certaines autres. Ce mode de vie moderne dépasse souvent les exigences intégristes qui peuvent rester superficielles à côté de l'acceptation des stratifications « modernes » transnationales.

Dans ce sens, ceux qui se soumettent aux exigences de cette modernité peuvent être acceptés comme « nôtres » à l'encontre de ceux qui lui résistent de quelque manière que ce soit (ceux qui sont contre la logique dominante moderne, celle de la rentabilité de la digitalisation¹). Au nom de la « démocratie », le monde actuel semble devenir très autoritaire et très exclusif (par exemple, exclusion de ceux qui ne se soumettent pas à la pensée technocratique, de ceux qui résistent à la logique du marché, etc.) ; l'exclusion peut avoir plusieurs formes (dont la forme dominante est l'exclusion du monde du travail). Étant donné que cette assertion paraît comme juste une vision « philosophique » ou peu-fondée, nous allons donner un exemple qui vient du monde de l'éducation (puisque c'est dans le cadre éducatif que se reproduisent les standards et le sens de la connaissance dominante). Dans ce but, nous citons quelques extraits du guide de l'étudiant européen (qui constitue la « Bible » de l'éducation européenne pour les années à venir, comportant une rhétorique que l'on trouve facilement dans plusieurs « guides » pédagogiques internationaux, montrant le sens donné à l'éducation et à la connaissance aujourd'hui et aussi pour les années à venir).

¹ Plusieurs théoriciens ont justement expliqué que l'instrumentalisation actuelle de la technique présuppose l'acceptation d'une idéologie dominante bien qu'elle soit présentée comme « neutre » ou « simplement scientifique ». On connaît par exemple les travaux de Jacques Ellul (*Le bluff technologique*, Paris, Hachette, 1988), ce grand classique de la critique de la technique, qui soutient « que la technique devrait être au service de l'homme contre une société qui asservit l'individu à une multiplicité de gadgets, il démonte avec minutie et conviction les arguments qui font de la technologie une fatalité » (de la quatrième de couverture). Il y en a certes d'autres auteurs connus, comme par exemple Lucien Sfez (*Critique de la Communication*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « La Couleur des idées », 1993) ou Philippe Breton (*L'histoire de l'informatique*, Paris, Éditions La Découverte, 1987). Lucien Sfez explique que « nous vivons dans un monde de machines, à transporter, à fabriquer, à penser. Pour remédier à la catastrophe imminente, nous comptons sur la communication : concept magique, mode envahissant, nouvelle science liturgique du siècle à venir. La communication – sous toutes ses formes – va-t-elle sauver nos sociétés ? On ne parle jamais autant de communication que dans une société qui ne sait plus communiquer avec elle-même, dont la cohésion est contestée, dont les valeurs se délittent, dont les régulations s'effacent. Dieu, l'Histoire, les anciennes théologies et valeurs fondatrices ont disparu en tant que moyens d'unification. Dans le creux laissé par leur faillite se développe la communication, entreprise désespérée pour relier entre elles des analyses spécialisées et des milieux cloisonnés à l'extrême. Comme une nouvelle théologie, celle des temps modernes, fruit de la confusion des valeurs et des fragmentations imposées par la technologie. » (de la quatrième de couverture).

On a donc tiré de ce guide que : l'adaptation des jeunes dans le milieu technicien, ainsi que l'acquisition des compétences techniques deviennent des « incontournables de l'éducation contemporaine ».

La préférence de la politique éducative européenne est donnée aux projets contribuant à la « modernisation » des systèmes d'enseignement supérieur en Europe (mais : comment définit-on la « modernisation » ? La définition est bien sûr déduite par son devenir techniciste).

La licence professionnelle exige « une pédagogie du projet et de l'action en partenariat étroit avec le monde du travail ». La lutte contre la hausse du taux de chômage, en particulier parmi les jeunes, est devenue l'une des tâches les plus urgentes pour les gouvernements européens.

La tendance, qui est prioritaire dans les orientations européennes pour l'éducation telles que décrites dans le guide d'Erasmus+, consiste donc à considérer le numérique comme facteur décisif de changement et/ou d'amélioration du social (pensée puisant son raisonnement dans la « rationalité de la technique moderne » qui considère toute autre logique comme « arriérée ») : il s'agit aussi, bien entendu, d'une tendance idéologique particulière et bien exclusive de toute pensée « autre¹ ».

Le résultat le plus nuisible pour la pensée sociale aujourd'hui (et pour les années à venir) semble être la prédominance des points suivants : a) l'extrême spécialisation des tâches à faire (où chaque partie semble « indépendante » de l'ensemble) ; b) suivant un mode d'opération bien précis (les conditions d'utilisation) ; c) faisant perdre en conséquence et petit à petit, la capacité d'interconnexion des parties ; d) faisant « transporter » à la longue cette façon d'agir « automatique » (et opérationnelle) à presque toutes les dimensions de la vie quotidienne.

Résumant ce deuxième point, nous constatons que la logique (technique) du « progrès » (et du sens donné au progrès en relation avec les intérêts capitalistes²) domine les préoccupations sociales de tous les jours et fabrique en conséquence l'altérité (ceux qui ne s'adaptent pas ou qui ne sont pas « à la hauteur » des exigences « digitales »).

3. Dépassement des frontières et unités transnationales

Le dépassement des « frontières » et la création des unités transnationales, deviennent un slogan contemporain : toutefois, les frontières existent pour maintenir la « fortification » du « nous » (sécurisé) contre « tous les autres ». Lors de la « crise des réfugiés » en 2015, plusieurs pays européens avaient décidé de fermer leurs frontières pour tenter de contenir les arrivées illégales des réfugiés de la guerre de Syrie provoquant ainsi l'effondrement dans l'acte de l'accord de Schengen. Par

¹ Jacques Ellul dans son fameux texte sur le « bluff technologique » (mais aussi d'autres penseurs comme par exemple Lucien Sfez ou Philippe Breton qui sont déjà cités) a expliqué en détail le sens des exclusions dues à la pensée technocratique qui n'est pas considérée comme « idéologique », bien qu'elle constitue la base de l'idéologie dominante de la modernité.

² Selon la logique scientifique dominante, cette référence ne peut que sembler « vieillotte » ou dépassée (j'ai souvent vu dans les revues scientifiques que les livres qui datent de plus de dix ans sont considérés en gros sans intérêt – sans doute selon cette idée journalistique qui devient dominante dans la vie quotidienne actuelle et qui donne de l'importance aux « nouvelles » –), toutefois, il s'agit bien de l'idéologie technocratique en lien avec les intérêts capitalistes comme décrite par *La dialectique de la raison* de Theodor Adorno et de Max Horkheimer.



ailleurs, la montée en puissance du vote pour les partis d'extrême droite ou autres partis politiques « anti-immigration » dits « nationalistes » dans l'ensemble de l'Europe, souligne cette tendance. Les demandes pressantes de l'Union européenne de partager le « fardeau » des pays frontaliers (comme la Grèce ou l'Italie) étaient le plus souvent fortement rejetées.

Des événements inattendus ont soulevé de nouvelles questions et ont donné à « la crise migratoire » une autre tournure, un autre visage. Les attentats, revendiqués par des groupes islamiques terroristes, survenus en 2015, d'abord à Paris, puis en 2016 à Bruxelles, ont renforcé les partis des courants politiques d'extrême-droite et ont tout de même suscité la rentrée de la question identitaire dans le débat sur la « crise migratoire ». Plusieurs chefs d'États européens s'étaient élevés contre la « menace » que représenterait l'entrée en Europe des populations majoritairement musulmanes. C'est ainsi que des attitudes de discrimination, fondées sur l'idée du danger pour l'identité chrétienne de l'Europe, ont abouti à des actes tels que l'envoi des armées aux frontières, l'autorisation de la fouille des bagages des migrants, la confiscation de tout objet de valeur, des propositions du genre de « marquage » des immigrés recensés, etc.

Il existe certes des camouflages divers pour dissimuler ces attitudes (comme par exemple les termes employés pour qualifier les migrants de « réfugiés » ou d'« immigrés » – économiques –, où le débat sémantique cache, bien entendu, un débat politique).

Ce qui est certain, quand on approche cette réalité, c'est que les « frontières » ne sont certes pas abolies. Le discours sur l'« abolition des frontières », qui reflète dans une certaine mesure l'existence réelle d'unions politiques supranationales ou d'entreprises multinationales exprimant des pouvoirs économiques divers, peut tout d'abord servir un *statu quo* où domine la « crise » (pétrolière, nucléaire, climatique...) dans le sens qu'il dicte comme nécessaires des obligations imposées par ces « unions » ; il montre aussi qu'il existe toujours cette lutte entre les périphéries opprimées par les « centres » qui veulent conserver leur suprématie en « excluant » les « autres périphériques » ; les caractéristiques de ces « autres » peuvent sembler « nationales », mais elles sont surtout « économiques » au-dessus de l'appartenance nationale qui, souvent, devient secondaire de fait. Cette constatation suit l'analyse de Marc Augé qui s'avère être extrêmement intéressante sur ce point.

Pour cet anthropologue de la « sur-modernité¹ », les mouvements des populations, conjugués à l'essor que connaît la communication instantanée, contribuent à développer une forme de mobilité sur-moderne. Dans un monde « où l'on peut tout faire sans bouger et où l'on bouge pourtant », il est plus que jamais nécessaire de garder une position critique par rapport à l'idée de la « globalisation » puisque la mobilité des populations met la notion de frontière à l'épreuve de l'exclusion.

L'urbanisation actuelle induit de nouvelles formes de mobilité et trace des frontières poreuses entre centre et périphérie, et entre périphéries elles-mêmes. L'exclusion n'est plus uniquement engagée dans un rapport nord-sud : « Le problème de l'habitat et de la pauvreté urbaine est maintenant présent au cœur des plus importantes mégapoles occidentales ». Des quartiers privilégiés de villes africaines ou sud-américaines sont

¹ Voir Marc Augé, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Éditions du Seuil, 1992.

directement liés aux réseaux mondiaux alors que la précarité et la clandestinité envahissent des zones « déqualifiées » dans les villes occidentales. [...] La coexistence monde-ville et ville-monde génère des zones intermédiaires, [des « non-lieux »] [...] constituant « la face invisible de la mondialisation » [...] [La frontière] instaure une coupure et engage plusieurs niveaux d'exclusion avec les « clandestins », entre immigrés officiels et « sans-papiers », jusqu'aux enfants d'immigrés nés en France, victimes du chômage et d'une scolarité défailante¹.

L'auteur constate que l'aveuglement des regards s'intensifie alors qu'apparaissent, reviennent et « se contaminent » les mots « exclusion », « clandestin », « sans-papiers », au risque d'enfanter « de nouvelles peurs et violences potentielles ». Ce qui a pour effet d'augmenter l'exclusion et de dresser de nouvelles frontières.

L'étude du tourisme contemporain [...] apporte au regard une efficacité particulière dans « le monde d'aujourd'hui », dans lequel [...] les nouvelles formes de migrations sont également examinées à travers les tendances actuelles de l'urbanisme. Le déplacement physique de l'exode rural se prolonge par un « déplacement de l'utopie » [...] l'individu est appareillé par les technologies de l'information et de la communication qui maintiennent ce dernier en relation permanente avec l'extérieur. [...] [P]enser la mobilité, c'est aussi apprendre à repenser le temps ; une option que seule l'éducation peut permettre².

Marc Augé rejoint sur ce propos Jean-François Lyotard³ qui expliquait les limites du « savoir postmoderne ». L'utopie comporterait la transculturalité des individus pour justement vraiment permettre un monde « transfrontalier ». Le poids est de nouveau mis sur la culture et l'éducation (bien que les systèmes éducatifs actuels soutiennent les frontières qui quoique « déplacés » existent bel et bien).

Nous comprenons que la notion de « frontière » change de contenu sans être disparue et que seul un changement culturel réel aurait permis son dépassement (ce qui n'est pas le cas avec les systèmes culturels et éducatifs existants).

3.1. Les narrations de la crise et les nouveaux récits « identificatoires »

Depuis la « crise économique » (qui s'est fait sentir en Europe en 2010) et la « crise migratoire » (qui s'est fait sentir en Europe en 2015), la notion de « crise », qui semblait concerner dans une mesure ou une autre tout le monde, est devenue primordiale dans l'analyse en sciences sociales.

La crise est un concept global, désignant une discontinuité dans un processus, une rupture de l'équilibre ; cet état semble incertain et crée une situation de stress, où les médias ont une capacité d'annoncer, de définir et d'amplifier l'état de la crise tout en exprimant la mythologie de l'époque contemporaine.

Bruno Péquignot soutient que la crise est un élément inhérent du capitalisme. Il explique :

¹ Pierre Morelli, « Marc Augé, Pour une anthropologie de la mobilité. », *Questions de communication* [En ligne], 17 | 2010, mis en ligne le 23 janvier 2012. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/256>> [consulté le 16 décembre 2022].

² *Ibid.*

³ Jean-François Lyotard, *La Condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

Il y a des déterminations qui fixent les conditions de l'action, mais il n'y a pas de nécessité historique – le trop fameux « sens de l'histoire », attribué abusivement à Karl Marx – tout simplement parce que les hommes font leur propre histoire. [...] Cette question de la répétition historique fait l'objet de bien des analyses depuis la conception circulaire de l'histoire, proposée par Machiavel jusqu'à Karl Marx, et au-delà, de façon d'ailleurs assez peu originale. Pour Karl Marx, contrairement à Machiavel, le modèle du développement historique serait non pas un cercle, mais une spirale. On sait que si l'on regarde une spirale d'en haut on voit un cercle d'où la représentation machiavélique, mais, en fait, à chaque tour de la spirale, on repasse par un point qui est homologue, mais déplacé dans l'espace du temps par rapport aux points précédents. Les crises du capitalisme se répètent en effet, mais toujours de façon différente par rapport à celles qui l'ont précédé et à celles qui les suivront. Je retiens l'idée, ici, que la « crise » est un élément nécessaire dans le développement du capitalisme. On ne peut régler la question et sortir de la crise capitaliste, qui, encore une fois, est structurelle, qu'en sortant du capitalisme lui-même. On pourrait parodier la fameuse phrase du Manifeste du Parti Communiste de Marx et d'Engels, en en inversant le propos : « un spectre hante le monde, la crise du capitalisme ! ». Cette crise dans le capitalisme permet, comme toujours et depuis que le mode de production capitaliste est devenu dominant (et même un peu avant d'ailleurs) sur le monde entier, de détruire le capital parasite et d'instaurer des politiques qui suppriment les « avantages sociaux », acquis par les travailleurs dans leurs luttes politiques et syndicales, en justifiant des économies, voire des politiques d'austérité pour diminuer toujours plus la part des revenus du travail et ainsi augmenter celle du capital dans le partage des richesses¹.

Les diverses formes de crise sont donc un élément nécessaire dans le développement du capitalisme, et on ne peut pas en sortir, sans sortir du capitalisme lui-même. Dans ce contexte, les nations semblent (tout au moins selon la « vitrine politique » en vigueur) jouer un rôle principal dans la validation des frontières entre le « nous » et les « autres » ; toutefois, dans la plupart des cas, c'est plutôt le « nous » d'alliances (des pays « développés » ou des pays dits du « sud », etc.) aux critères d'abord (et surtout) économiques, qui sont de fait importantes, d'où les efforts de faire partie des alliances « fortes » (telles que l'Union européenne), bien que souvent à l'encontre des intérêts économiques « nationaux populaires² ».

3.1.1. Vit-on le partage du monde selon des répartitions nouvelles, qui dépassent la question nationale ?

La guerre d'Ukraine est intéressante sur le plan des alliances internationales contemporaines, bien que l'Union européenne ait pensé avoir laissé le xx^e siècle – et ses guerres – derrière elle). Le président ukrainien a signé une demande d'adhésion à l'Union européenne et le Conseil européen lui a accordé le statut de pays candidat. Les dirigeants de l'UE ont réaffirmé qu'ils étaient fermement déterminés à ce que l'UE

¹ Bruno Péquignot, « Un récit pour faire peur : la crise du capitalisme », in Christiana Constantopoulou (dir.), *Les récits de la crise*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2017, p. 42.

² Nous nous rappelons les années d'austérité imposée où l'appartenance européenne a eu des conséquences financières graves au sein des pays du sud, surtout l'Espagne, la Grèce et le Portugal. Ce sont surtout les classes moyennes et populaires (représentatives de l'ego national) qui en ont gravement souffert.

continue de fournir un soutien à l'Ukraine, renforçant ainsi la pression sur la Russie. Toutefois, il est intéressant de voir que les États-Unis n'y montrent pas davantage d'intérêt (une preuve que les stratégies « solidaires » se font autrement que durant la Guerre froide, ou même après). « L'Ukraine n'est pas dans le voisinage de l'Amérique. Il n'est pas situé à la frontière américaine. Il n'héberge pas non plus de base militaire américaine. Il n'a pas de réserves stratégiques de pétrole et ce n'est pas un partenaire commercial majeur¹ ». Mais, toutes ces raisons étaient aussi valables dans d'autres cas dans le passé, et elles n'ont pas empêché « les anciens présidents américains de dépenser du sang et des trésors² » au nom des pays leur étant étrangers. Un changement, qui devient évident, s'opère dans la solidarité internationale ; ceci est indicatif des changements des idéologies et des « divisions » en cours, donc des appartenances nationales et supranationales.

3.1.2. Mythologies diffusées par les médias

Pendant la Guerre froide, la terre était un espace divisé en deux blocs, où tout le monde était dépendant de cette division. On pourrait soutenir avec Marc Augé³ que de nos jours il existe une nouvelle distribution géographique⁴. Le monde se répartit en citadelles, intouchables, barricadées, conçues pour être des zones de sécurité maximum. Tout autour, s'étendent des terrains vagues, des « *no man's land* » qui se mesurent en termes de menaces potentielles pour la quiétude des citadelles (par exemple, vague d'émigration, effondrement économique, etc.). Dans ce cadre, il y a des pays insécurisés, des pays intouchables et des pays « *no man's land* ».

Si, à l'époque des deux blocs, le pouvoir s'exerçait au nom d'un danger frontal clairement identifiable, au temps « des citadelles » une grande menace, qui frappe, semble être cet « autre » (le migrant qui essaie de fuir le désastre et d'entrer dans le champ de la sécurité, celui qui ne « vit pas comme nous », etc.). Entretemps, chacun finit par vivre comme une petite citadelle, bien qu'elle puisse être assiégée par le chômage, les pénuries diverses, le changement climatique, etc.

Cette distribution du monde et des individus, toute hérissée de cloisonnements et de barricades, s'organise autour de la notion d'« insécurité » (ainsi sera qualifié le moindre acte de violence, la plus légère crainte). Dans la plupart de cas, il s'agit de situations réelles. Le problème se trouve dans l'amalgame, dans la manière de rassembler le tout (sans distinction) sous le chapeau « insécurité ». Il s'agit bien d'une nouvelle mythologie médiatique qui « couvre » bien entendu les pouvoirs qui partagent notre monde. Rester en sécurité malgré les divers fléaux potentiels (les résultats d'une crise économique, d'une crise « migratoire », d'une crise énergétique, des conflits divers...) et essayer d'en rester intouchable est un souci majeur dans la contemporanéité ; s'occuper de ses « propres » problèmes (rarement conçus comme « nôtres », l'idée de l'équipe et du groupe étant moins importante qu'auparavant), de son propre bien-être, de sa propre sécurité (le plus loin possible des conditions

¹ Barbara Plett Usher, « Guerre Ukraine – Russie : pourquoi Biden n'enverra pas de troupes en Ukraine », *BBC news*. Disponible sur : <<https://www.bbc.com/afrique/monde-60525138>> [consulté le 16 décembre 2022].

² *Ibid.*

³ Voir Marc Augé, *op. cit.*

⁴ Nous sommes inspirés ici de l'ouvrage de Marc Augé, *Pour une anthropologie de la mobilité*, Paris, Payot & Rivages, 2009.

Noéma

« d'insécurité », sans s'intéresser vraiment aux raisons de leur existence), c'est l'objectif essentiel de l'individu contemporain qui « agit » dans le cadre de ses socialités proches (les fans d'une star, les amis d'une telle ou telle activité, les groupes divers parus – souvent vite disparus – dans les réseaux).

Dans ce contexte, l'« appartenance » ne concerne plus (ou pas davantage) l'identité nationale. Un exemple éloquent de cette situation, c'est l'insuffisance du discours national pour stimuler l'engagement militaire (qui devient un métier) ou la participation à des conflits de territoires (voir l'exemple de plusieurs pays du monde dont les États-Unis d'Amérique, la Grande Bretagne ou la France où les forces armées sont basées sur un choix et non pas sur une « obligation de défense » du sol national comme jadis). On se rappelle que Robespierre déclarait que « les gardes nationales ne peuvent être que la nation entière armée pour défendre au besoin ses droits ; il faut que tous les citoyens en âge de porter les armes y soient admis sans aucune distinction¹ ». On est loin de l'époque où Casimir Delavigne écrivait : « Survivre à sa victoire, ô douce et noble vie ! Mourir victorieux, ô mort digne d'envie² ! ». « Le patriotisme accordait une place importante à l'armée et aux symboles militaires, et présupposait généralement l'idée du sacrifice de soi. Au cours de ces dernières décennies, la globalisation, qui met en question la pertinence du cadre de l'État-nation, a fait reculer le patriotisme dans sa version traditionnelle et fortement militarisée³ » (toutefois, il résiste dans des pays comme la Russie ou la Turquie, comme on est expliqué plus haut). À la fin du XIX^e siècle (1887), Ferdinand Tönnies⁴ avait montré à quel point le lieu était « la sorte de communauté la plus spécifiquement humaine et la plus élevée⁵ ». L'apparition des termes « globalisation » ou « mondialisation » à partir du début « des années 1980, puis leur popularisation à partir du début des années 1990, ont véhiculé plusieurs discours : celui de la prise de conscience accrue de l'appartenance au monde⁶ ». Valérie Foucher-Dufoix et Stéphane Dufoix font l'hypothèse que l'on assiste aujourd'hui à cause du rôle d'Internet, « autant à une virtualisation de la patrie qu'à des formes de "patrialisation" du virtuel⁷ », hypothèse qui peut être vraie dans un sens ; à notre avis, cette hypothèse exprime bien cet état de pensée où les patrimoines culturels de jadis, nous accompagnent tout en changeant de sens.

L'identification nationale, devient sous ces conditions bien secondaire quoiqu'encore symboliquement puissante et emblématique. La mythologie contemporaine se noue autour de l'idée de « sécurisation » contre les « nouveaux barbares » (les migrants venant de pays pauvres – souvent guidés par le

¹ Maximilien de Robespierre, *Œuvres de Robespierre*, texte recueilli, établi et annoté par A. Vermorel, Paris, F. Cournol, 1866, p. 185.

² Casimir Delavigne, *Œuvres complètes*, Paris, Librairie de Firmin-Didot, vol. 4, 1881, p. 44.

³ Françoise Daucé, Anne Le Huérou et Kathy Rousselet, « Les diversités du patriotisme contemporain », *Critique internationale*, n° 58, 2013, p. 10.

⁴ En 1887, dans sa fameuse œuvre *Communauté et société (Gemeinschaft und Gesellschaft)*.

⁵ Ferdinand Tönnies, *Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure*, Paris, PUF, coll. « Le Lien social », 2010, p. 17.

⁶ Valérie Foucher-Dufoix et Stéphane Dufoix, « La patrie peut-elle être virtuelle ? », *Pardès*, n° 52, 2012, p. 57.

⁷ *Ibid.*, p. 60.

fondamentalisme religieux). La question nationale demeure emblématique mais les identités contemporaines se nouent autour des réseaux en ligne, des compétences numériques et des possibilités de demeurer à l'abri de l'insécurité qui est racontée comme la menace principale impossible à vaincre, comme c'étaient jadis les diverses maladies contagieuses¹.

Références bibliographiques

- ADORNO T. W. et HORKHEIMER M., *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1983.
- ANDERSON B., *Imagined Communities: Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, New York, Verso, 1983.
- AUGÉ M., *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Éditions du Seuil, 1992.
- AUGÉ M., *Pour une anthropologie de la mobilité*, Paris, Payot & Rivages, 2009.
- BRETON P., *L'histoire de l'informatique*, Paris, Éditions La Découverte, 1987.
- CICCHELLI V., *L'esprit cosmopolite. Voyages de formation des jeunes en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
- COLETTE G., *L'idéologie raciste, genèse et langages actuels*, La Haye, Mouton, 1972.
- DAUCÉ F., LE HUÉROU A. et ROUSSELET K., « Les diversités du patriotisme contemporain », *Critique internationale*, n° 58, 2013, p. 9-17.
- DELAUVIGNE C., *Œuvres complètes*, Paris, Librairie de Firmin-Didot, vol. 4, 1881.
- ELLUL J., *Le bluff technologique*, Paris, Hachette, 1988
- FOUCHER-DUFOIX V. et DUFOIX S., « La patrie peut-elle être virtuelle ? », *Pardès*, n° 52, 2012, p. 57-75.
- LYOTARD J.-F., *La Condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.
- MORELLI P., « Marc Augé, Pour une anthropologie de la mobilité. », *Questions de communication* [En ligne], 17 | 2010, mis en ligne le 23 janvier 2012. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/256>> [consulté le 16 décembre 2022].
- PÉQUIGNOT B., « Un récit pour faire peur : la crise du capitalisme », in C. CONSTANTOPOULOU (dir.), *Les récits de la crise*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2017, p. 39-50.
- PLETT USHER B., « Guerre Ukraine – Russie : pourquoi Biden n'enverra pas de troupes en Ukraine », *BBC news*. Disponible sur : <<https://www.bbc.com/afrique/monde-60525138>> [consulté le 16 décembre 2022].

¹ Bien que l'affrontement mondial de la pandémie de Covid-19 nous ait montré que ce genre de « menace » continue à avoir des conséquences inimaginables dans le cadre des sociétés.

Où en est la question nationale aujourd'hui ?

ROBESPIERRE M. DE, *Œuvres de Robespierre*, texte recueilli, établi et annoté par A. Vermorel, Paris, F. Cournol, 1866.

SFEZ L., *Critique de la Communication*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « La Couleur des idées », 1993.

TÖNNIES F., *Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure*, Paris, PUF, coll. « Le Lien social », 2010.

Noéma